

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
15 – 15 mars 2019



| De l'autre côté du miroir |

Le type sourit aux photographes, lunettes de soleil vissées sur le nez et sommets enneigés en arrière-plan. Arrivé jeudi soir dans une station de ski des Hautes-Pyrénées, il a prévu d'y passer le week-end. Cet homme est Président de la République. Il est venu fêter au calme la fin d'un Grand Débat censé remettre sur les rails institutionnels un mouvement de révolte qui dure depuis quatre mois. Samedi 16 mars en plein après-midi, ce même homme à présent grimaçant a pourtant été contraint d'écourter ses vacances de toute urgence. Un peu plus tôt, la maire du plus riche quartier de la capitale vient de réclamer, ivre de colère, qu'on puisse décréter l'état de siège afin de confier des fonctions de police à l'armée. Quelques heures plus tard, le Premier ministre blêmit presque en faisant valser des gros mots qui écorchent sa langue, de ceux qui fustigent pêle-mêle les actes « *de casseurs, de pillards, d'incendiaires, de criminels* ». Et même d'« *assassins* » a tenu à rajouter sans sourciller son spécialiste du terrorisme d'Etat. C'est qu'en ce 18e same-

di consécutif, le pouvoir s'est à nouveau fait surprendre : occupé à surprotéger son petit triangle de ministères, d'ambassades et du Palais présidentiel, il a dû céder du terrain face à une rage et une détermination qui ont saccagé la plus grande vitrine du pays. Et dans les grandes largeurs cette fois.

Samedi 16 mars, dès la fin de la matinée, il y en avait en effet pour tout le monde sur les Champs-Élysées. Les bijouteries de luxe *Bulgari, Mauboussin* et *Swarovski* ont été pillées une fois leurs lourdes protections arrachées, de même que la boutique *Célio* dont les vêtements ont été partagés à la volée, en plus de celles des cosmétiques *Yves Rocher*, des macarons *Ladurée*, du prêt-à-porter *Tara Jarmon, Zara, H&M* et *Lacoste*, d'électronique *Samsung*, de téléphonie *Xiaomi* et *SFR*, de chaussures *Weston*, du PSG, de maroquinerie *Tumi* et *Longchamp*, ou encore dans le désordre les boutiques *Hugo Boss, Eric Bompard, Nespresso, Etam, Al Jazeera Perfumes, Arabian oud, Nike, Foot Locker, Léon de Bruxelles, Disney, Gaumont, MI Store* et même le chocolatier *Jeff de Bruges*. Soit

FÉVRIER 2019

5/2, Aubenas (France).

Dans l'Ardèche, la voiture de la préfète et son escorte se font coincer sur un rond-point tenu par des manifestants (gilets jaunes et syndiqués). Des individus en profitent pour taguer, rayer et crever les pneus de son véhicule et de celui de son escorte. La préfète a dû être exfiltrée vers un garage automobile sous escorte policière

7/2, Aulnoye-Aymeries (France).

Dans le Nord, l'ensemble des distributeurs de la station-service d'*Intermarché* est fracassé (50 000 € de dégâts), et idem pour ceux d'*Auchan* situés un peu plus loin. Au centre-ville, l'agence du *Crédit Agricole* perd ses vitres.

8/2, Langenhard (Allemagne).

Dans le Bade-Wurtemberg, à la frontière germano-suisse-française, une éolienne industrielle s'enflamme au beau milieu de la nuit vers 2h30, nécessitant l'intervention d'un hélicoptère des pompiers, qui n'y pourra rien. Éolienne détruite, et au moins 100 000 euros de dégâts.

10/2, Turin (Italie).

En soirée, lors de la manifestation devant la prison *le Vallette* de Turin, après les émeutes qui ont suivi l'expulsion du squat l'Asilo et l'arrestation de plusieurs compagnons, des fumigènes et des molotovs sont lancés contre la prison.

110 commerces attaqués, dont 26 pillés, plus une centaine d'autres le long des manifs sauvages. Bien peu ont été épargnés lors de cette journée portes ouvertes sur les Champs, malgré les 256 manifestants gardés à vue et les blessés, une journée ensoleillée qui a su conjuguer d'autres disciplines olympiques non officielles, comme le lancer de pavé descellé ou l'incendie volontaire (notamment celui du restaurant *Le Fouquet's*, d'un engin de chantier et de voitures, dont une de police devant le commissariat des Halles). Lorsque fringues et bijoux de luxe commencent à voler joyeusement dans les airs aux cris de « *révolution ! révolution !* » et que d'autres biens finissent dans les flammes ou en plusieurs morceaux, cela renvoie bien sûr au temps arraché à l'exploitation, à ce turbin qui broie jour après jour chairs et neurones contre quelques miettes. Mais le pillage conséquent de toutes ces marchandises qui nous emprisonnent touche également à une autre dimension, celle de son *ultima ratio* comme disait l'autre à propos des émeutes de Watts : il atteint la fonction même de la police, dont l'une des raisons d'être est justement d'obtenir que le produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée.

Porté par une foule hétérogène, ce samedi parisien a donc marqué de façon éclatante une bonne vieille pratique émeutière qui ne manque pas non plus dans plusieurs autres villes (comme Toulouse, Bordeaux, ou Montpellier) depuis décembre : briser les vitrines qui nous narguent jour après jour, mais surtout tenter de *passer derrière* pour saisir l'occasion de s'emparer ou détruire ce qu'elles protègent. En y prêtant quelque attention, fracasser le miroir de la normalité et se retrouver de l'autre côté pourrait même se révéler plus surprenant encore. Car en plus du renversement provisoire de l'espace et du temps de la domination, c'est jusque la perspective qui pourrait s'en trouver chamboulée. Une fois rompu le charme de la vitrine, une fois le regard capable de se projeter au-delà de sa façade, pourquoi devrait-il en effet s'arrêter en si bon chemin ? La liberté et la rage ne seraient-elles pas aussi contagieuses que la passivité et la soumission ? L'imagination et la perspicacité ne sont-elles pas des qualités pour celles et ceux qui veulent aller plus loin encore ? Et dans ce cas, pourquoi le regard ne continuerait-il pas à vagabonder à sa guise, non seulement derrière les vitrines mais aussi *dans toutes les autres directions*, y compris en bas ou en haut, là où prolifèrent les flux de données et d'énergie qui les alimentent. Sous nos pieds ou peut-être au-dessus de nos têtes. Comme une manière de continuer à éliminer le problème, cette fois directement à la source. Même à quelques-uns, et chacun selon ses propres échéances.



| Que veulent les anarchistes ? |

Prison de Zurich,
8 février 2019

Chers compagnons,

A l'occasion de la discussion autour de la question *Que veulent les anarchistes ?**, j'ai aussi envie de m'asseoir et de coucher sur le papier quelques réflexions qui vous parviendront certainement avec un peu de retard, puisqu'ici tout doit passer par la censure.

Que veulent les anarchistes ? Ne pas être en prison. C'est en quelque sorte la première chose qui me vient à l'esprit. Mais cela montre aussi clairement, tout comme les portes blindées devant moi, qu'il ne suffit pas de vouloir quelque chose. Sans les conditions qui permettent de saisir l'objet de la volonté dans la réalité et de le dépasser par l'action, cela reste la simple expression d'un désir, semblable à celui de ceux qui croient encore au père Noël ou qui, ayant pris de l'âge, croient en une force objective influençant le monde et censée nous libérer un jour. Qu'on l'appelle *Dieu, Raison, Dialectique ou Progrès*. Rien de tel.

Pour les anarchistes, tous ces principes abstraits représentent la même tromperie. Et peut-être avons-nous trop peu réfléchi au fait que chez les Grecs anciens, avant de devenir le synonyme de domination, *archê* désignait le principe premier, à la base de tout. C'est à partir de cet élément religieux originel que s'est développée la justification de l'autorité et finalement du monstre de l'État.

Ainsi, à défaut de *Weltgeist* [esprit du monde], comme l'appelait Hegel, ou de matérialisme dialectique dans la variante directe de Marx, il nous faut nous libérer nous-mêmes. Et pour cela, il faut manifestement le vouloir. Mais la volonté peut aussi être une prison pour nous. Par exemple, à certains moments dehors, les ignominies qui nous entourent m'ont fait me sentir plus prisonnier qu'ici, dedans. Ici, la volonté se voit nécessairement amenée à réduire son périmètre. Mais dehors, elle se

Un engin incendiaire réussit à passer au-dessus du mur d'enceinte et atterrit dans le compost des ateliers de pâtisserie-boulangerie. Aussitôt enflammé, il finit par faire exploser des bonbonnes de gaz, et un pan de l'atelier carcéral s'effondre, rendant ce dernier inutilisable.

11/2, Heraklion (Grèce).

En Crète, vingt-deux distributeurs de billets de la périphérie du centre-ville sont sabotés, en solidarité avec l'anarchiste Spyros Christodoulou, alors en grève de la faim depuis le 14 janvier. Revendiqué par des *Complices pour la solidarité*.

11-12/2, Berlin (Allemagne).

Série d'attaques contre des responsables de l'embourgeoisement, notamment en solidarité avec plusieurs centres sociaux et lieux d'auto-organisation menacés d'expulsion. Vitres brisées de l'espace de co-working de *Rent24* et de l'agence d'assurance *Allianz* dans le quartier de Kreuzberg, peinture et marteaux contre le container de *Studi-Living B.1/ herzBERLIN*, vitrine des projets immobiliers de luxe, dans le quartier de Wedding. Vitres et porte d'entrée brisés du local du maire de l'arrondissement de Mitte, membre du parti des *Verts* (revendiqué par *Friends of Revenge*). Verre brisé et peinture contre le siège de *Zalando* dans le quartier de Ostkreuz (avec un tag à côté : *Contre la ville des riches*).

12/2, Fontaine (France).

En Isère dans la périphérie de Grenoble, une partie du bâtiment commercial de la société JC-Decaux où sont

entrepasés les abribus et les panneaux publicitaires de l'agglomération, part en fumée vers 3h du matin. Une dizaine employés se retrouvent au chômage technique.

12/2, Jura (France).
Neuf distributeurs de billets de plusieurs agences sont sabotés à la mousse expansive dans les villes de Poligny (tous les cinq du centre-ville), Salins-les-Bains et Arbois.

12/2, Venise (Italie).
Un distributeur de l'agence bancaire *Unicredit* est mis hors service à San Pantalon (quartier de Dorsoduro). « *Le terroriste c'est l'Etat ! Solidarité avec les arrêté.e.s de Turin !* » dit la revendication.

13/2, Athènes (Grèce).
Sur l'avenue Syggrou, bordée d'importants bâtiments institutionnels, les vitres du siège de la *compagnie nationale d'assurances* et celles de la *Banque nationale* non loin sont défoncées à la masse par *Des anarchistes*. Revendiqué en solidarité avec le compagnon Spyros Christodoulou en grève de la faim depuis le 14 janvier (il l'interrompra début mars).

14/2, Rouen (France).
En Normandie la même nuit, deux voitures sont incendiées devant les locaux de la police municipale de Bihorel, tandis qu'une voiture-bélier volée est lancée contre le commissariat de Darnétal, puis incendiée. Ce dernier reste fermé en attendant de recevoir une nouvelle porte blindée.

février, Marseille (France).
Sept trottinettes électriques *Lite-S* sabotées « *contre la*

heurte aussi à des murs, moins clairs et pour cette raison même plus perfides. Ce sont ces derniers que nous devons d'abord identifier et démolir pierre par pierre, pour que les murs concrets des prisons puissent tomber un jour.

C'est pourquoi je ne souhaite pas parler ici de la beauté de l'anarchie, de la pureté des principes anarchistes. Ce sont de nobles choses, à propos desquelles nous pouvons renvoyer à un siècle entier de propagande anarchiste. Je veux diriger mon attention moins sur le problème du « *Quoi ?* » que sur celui du « *Vouloir* ».



Nous ne pouvons vouloir que ce que d'une manière ou d'une autre nous comprenons et que nous pouvons donc nous représenter, même s'il s'agit de la plus étrange de toutes les utopies. Cela signifie que notre vouloir n'est absolument pas aussi libre que ce sur quoi s'est longtemps fondée la tradition volontariste de beaucoup d'anarchistes. Il dépend de notre imaginaire, de notre culture dans le sens large du terme. Ces derniers n'incluent pas seulement la tradition littéraire et la culture générale, mais aussi ce que nous mangeons et comment, la manière dont nous nous habillons, dont nous nous rapportons, dont nous communiquons, dont nous chérissons, bref, tous les aspects de la vie quotidienne. Dans une société qui est sur le point de faire rentrer tous ces aspects dans un cercle fermé, administré par la technologie, *le pouvoir se donne la possibilité de séparer toujours plus la culture de la réalité*. Cela ne concerne pas seulement la masse majoritaire des exclus, administrés de manière passive, mais y compris ceux-là mêmes qui sont aux postes d'administration. Dans ce sens, on peut dire que la technologie annexe progressivement l'État, les anciennes structures de domination politiques et économiques.

Certains ont employé le concept de *déréalisation* dans une tentative encore incertaine de comprendre cette évolution englobant tout, et qui requiert tous nos efforts. Il ne faut pas comprendre la technologie uniquement comme l'ensemble de ses appareils, mais avant tout comme un voile de formes et de contenus sans substance qui recouvre toujours plus la réalité, en cherchant à la remplacer en tant que référence. Une fois ce

cercle refermé de manière étanche, les contenus culturels, notre imaginaire, n'ouvriront plus aucuns débouchés d'action libératrice à notre volonté, ceux-ci ayant au moins besoin d'un contact avec la substance réelle du pouvoir (dans toute son ampleur) et de l'exploitation. La volonté de se libérer se transforme dès lors en de simples ersatz d'actions symboliques, enfermées dans leur propre univers culturel de cadres de pensée séparés. Les slogans et les symboles chargés, les bavardages et les rituels sévissent. Inutile de faire remarquer que les anarchistes sont aussi influencés par cette évolution. Et cela a peut-être à voir avec le fait que nous croyons trop avoir en poche la vérité ou le rosaire des principes, sans avoir besoin de nous atteler à approfondir les problèmes qui, au final, sont toujours des problèmes pour l'agir dans la réalité..

Les anarchistes ont une idée de la liberté qui ne se laisse ni diviser en gradations ou en secteurs, ni enfermer dans des mots. Comme ils ne veulent ni une simple adaptation de la domination existante, ni l'avènement d'une nouvelle domination sous d'autres formes, ils doivent partir d'une vision globale. Notre pensée est obligée de saisir le monde dans des concepts et des situations séparés pour aider à orienter la compréhension. Cependant, le monde en tant que totalité, de même que l'idée de liberté, est unique et indivisible et ne trouve de place que dans notre cœur. Sinon, l'affirmation de Bakounine ne serait pas compréhensible, selon laquelle nous ne pouvons être vraiment libres tant qu'un être humain est enchaîné dans le monde. Aujourd'hui plus que jamais, je pense que nous devons apprendre à ne pas faire attention qu'aux mots qui sont souvent trompeurs, mais plus au cœur, à ce qui résonne entre les mots. Si seuls les mots communiquent, la recherche de l'affinité finalement reste vaine. Un jour, quelqu'un a dit que *celui qui a une tête d'âne ne peut soudainement découvrir en lui un cœur de lion*.

Il me semble qu'aujourd'hui la seule issue pour la rébellion est de viser directement le cercle mentionné précédemment. Et pour cela, il nous faut aussi nous approprier les moyens culturels dont le pouvoir cherche à nous priver sur tous les plans. Un élément est certainement la *connaissance* sur l'objet de la volonté, celle-ci pouvant néanmoins aussi se transformer en obstacle et perdre le contact avec la réalité lorsqu'elle a une pré-

gentrification de nos espaces de vie, et en espérant que ça donnera des envies ! »

14/2, Milan (Italie).
Le distributeur de billets et les vitres de l'agence bancaire *Intesa SanPaolo* brisés à coups de marteau rue Meda. Un tag précise à côté « *Liberté pour les compagnons arrêtés à Turin* », tandis que la revendication ajoute notamment « *Liberté pour tous, liberté pour toutes* ».

14/2, Cagliari (Italie).
En Sardaigne, incendie nocturne d'un relais de téléphonie mobile place Maremma. En solidarité avec les arrêtés de Turin et au squat expulsé l'*Asilo*.

15/2, Rennes (France).
Une quarantaine de personnes du collectif *Contre la Réforme Chômage* envahit vers 10h30 un discret bâtiment de *Pôle Emploi* chargé du contrôle des chômeurs, situé dans la zone industrielle de Chantepie. Flics sociaux insultés, fils de téléphone arrachés et ordinateurs renversés. Plusieurs fils de connexion informatique et ordinateurs auraient aussi mystérieusement disparus. Quelques milliers d'euros de dégâts.

15/2, Leipzig (Allemagne).
La voiture du candidat du parti d'extrême-droite *AfD* au conseil municipal, une Suzuki Grand Vitara, est incendiée dans la nuit. La revendication précise notamment : « *Nous devons nous-mêmes prendre en main la confrontation avec l'AfD. Nous sommes conscient.e.s du fait que cette confrontation ne se gagnera ni par urnes, ni par des discours et des débats. Les textes, les discussions et les manifestations*

n'aident plus. Il faut que ça tende vers plus pratique...»

15/2, Munich (Allemagne). Alors que se déroule la conférence de l'OTAN sur la sécurité, un minibus de policiers de la région de Rhénanie-Palatinat, affectés provisoirement à Munich pour protéger la conférence, est incendié vers 2h du matin dans le quartier Zamdorf. Les dégâts sont estimés à 70 000 euros.

16/2, Malines (Belgique). Suite à l'assassinat d'un jeune par une patrouille de police, des échauffourées éclatent dans plusieurs quartiers de la ville. En quelques jours, ce sont deux fourgons de police garés sur le parking d'un concessionnaire qui crament, une camionnette appartenant à la ville puis deux autres camionnettes appartenant à *Fluvius*, le gérant de la distribution d'électricité. Plusieurs personnes sont arrêtées suite à ces incendies.

16/2, Berlin (Allemagne). L'*Institut Fraunhofer* pour les télécommunications, spécialisé dans la recherche sur les nouvelles technologies (capteurs, saisie de données, systèmes et transmissions de données optiques, de radio et de réseaux ainsi que du traitement des images) est bombardé de pierres et de peinture au cours de la nuit dans le quartier de Charlottenburg. Revendiqué en solidarité avec les inculpés du saccage de la rue Elbchaussee à Hambourg pendant le G20 de juillet 2017, et le compagnon incarcéré à Zurich, accusé de l'incendie de camions militaires et d'une antenne de police. «*Sabotons le congrès de la police européenne ! Attaquons la domination technologique* »

tention exclusive. Un autre élément, encore plus important, sont certaines qualités, qui peuvent paraître fort peu modernes, mais qui sont la base pour le dépassement de la volonté vers l'action : en premier lieu le courage, la détermination, mais aussi, et absolument pas en opposition, l'amour, dans son fondement universel, l'ouverture aux autres, la sensibilité, la créativité.

Le livre, qui jusqu'alors semblait être au centre de l'évolution culturelle, est sans doute un objet passé de mode, et avec raison dans sa prétention à enserrer le monde dans une couverture. Nous pouvons bien-sûr vouloir l'envoyer au diable. Cependant, c'est un trésor quasiment inépuisable de stimulations devenues rares de nos jours qui pourrait nous échapper, en tant qu'occasion de réflexion provisoire pour approfondir et pour enraciner les éléments dont j'ai parlé.



Pour conclure, je pense que les anarchistes veulent la transformation révolutionnaire de l'ordre étatique reposant sur la violence et se fondant tout au long de son histoire sur les guerres, l'exploitation et la misère de masse pour procurer des privilèges à un groupe dominant. Une transformation dans le sens d'une association sans État, décentralisée, auto-organisée, d'individus, de groupes, de communautés, etc. Pas tous, mais la plupart des gens sont d'avis que *les conditions de production technologiques actuelles sont incompatibles avec la perspective d'une autonomie en liberté*. Les anarchistes veulent s'organiser spécifiquement en minorité révolutionnaire pour se battre à la première personne, ainsi qu'encourager à l'auto-organisation dans les luttes. En effet, seule cette dernière peut être la base d'une transformation révolutionnaire qui n'amène pas un nouveau groupe politique au pouvoir. Pas tous, mais la plupart pensent qu'une telle transformation ne peut être le résultat d'un Grand soir ou d'un simple travail éducationniste, mais qu'*elle peut s'accomplir par une longue et parfois douloureuse série de luttes intermédiaires et de tentatives insurrectionnelles des opprimés*. C'est pourquoi ils et elles veulent comprendre les évolutions des réalités sociales et des conflits, dans leur sens global, suffisamment pour s'impliquer, non pas comme un élément étranger, mais en y faisant des propositions et en y prenant des initiatives, là où ils voient un potentiel développement dans cette direction.

Bien-sûr, il se peut que je me trompe, mais c'est ce que je crois tirer de l'expérience du mouvement anarchiste, et aussi ce que je pense personnellement. Je pense en outre que des modifications globales du pouvoir sont en cours, qui pourraient signifier notre perte sans que nous le remarquions, si nous ne nous ouvrons pas à un renouvellement. *Et le nouveau arrive toujours au travers de l'action.*

J'espère que cette soirée a donné lieu à une discussion vivante, dans laquelle personne n'hésite à contredire et à se confronter, non pas par volonté d'avoir raison, mais par la volonté de mieux comprendre pour mieux agir. En fin de compte, ayons-le toujours à l'esprit, ce n'est rien de moins que notre vie qui est en jeu.

« *Il faut porter encore en soi un chaos, pour pouvoir mettre au monde une étoile dansante.* »

F. Nietzsche, Ainsi parlait Zarathoustra



* Contribution envoyée par un compagnon depuis la prison de Zurich (Suisse), pour la discussion publique *Que veulent les anarchistes ?* qui s'est tenue à la bibliothèque anarchiste *Fermento* le 9 février 2019.

Ce compagnon a été arrêté le 29 janvier dernier, accusé de l'incendie d'une dizaine de véhicules de l'armée en septembre 2015 sur la base militaire de Hinwil, et de l'incendie d'une antenne-relais de la police à Zurich en juillet 2016, ainsi que d'avoir appelé, en accrochant une affiche à l'intérieur de cette bibliothèque, à la commission de délits contre le centre de rétention de Bässlergut actuellement en chantier à Bâle et contre le centre de Police et de Justice à Zurich. En Suisse, la détention préventive va de trois mois en trois mois reconductibles... jusqu'à des années en attendant un procès.

termine le communiqué.

17/2, Brême (Allemagne).
Dans la nuit, deux camions de l'armée allemande sont détruits par un incendie dans le quartier de Neustadt. La revendication précise que cette action a été réalisée alors que se déroulait la conférence de l'OTAN sur la sécurité à Munich, en se terminant par « *Nous avons établi une pratique locale de sabotage direct contre la folie mondiale de l'oppression militaire et économique.* »

18/2, Madrid (Espagne).
Incendie dans la nuit d'un distributeur de billets d'une agence *Bankia* dans le quartier de Usera. Revendiqué notamment en solidarité avec des compagnons incarcérés en Espagne et en Italie, qui se termine par « *Liberté pour Lisa [incarcérée suite à un braquage de banque], liberté pour toutes ! Vive l'anarchie !* »

19/2, Villars (France).
Dans la Loire, les tuyaux de 19 des 24 pompes à essence de la station-service *Auchan* sont sectionnés. Après deux autres visites en décembre, c'est la troisième fois qu'elle est visée.

20/2, Clabecq (Belgique).
Suite à l'annonce de la fermeture du site sidérurgique de NLMK, les ouvriers partent en grève et montent des piquets aux entrées de l'usine. Le conflit se durcit et plusieurs véhicules appartenant à l'entreprise sont brûlés sur le site.

21/2, Milan (Italie).
Toutes les vitres et le distributeur de billet d'une agence de la banque *Intesa San Paolo* détruits à coups de masse rue Umbria. Revendiqué d'un

« Liberté pour les compagnons.
ne.s de Turin ! Liberté pour les
compagnons.ne.s de Trente et de
Rovereto ! »

21/2, Pinerolo (Italie).

Dans le Piémont, attaque du bureau de *Poste* à coups de masse. « *Solidaires et complices avec les anarchistes arrêtés à Turin et dans le Trentin, et avec les compagnons arrêtés pour les événements de Florence et pour l'opération Scripta manent* », dit notamment la revendication

22/2, Dijon (France).

En Bourgogne, deux grandes vitres de la permanence *Les Républicains* (LR) sont brisées dans la nuit à coups de pierres. Un tag (A) cerclé et « *Loi anti casseurs* » complète le tout (cette loi votée par le parti macroniste au pouvoir vient en effet directement du parti LR).

23/2, Montpellier (France).

En soirée après les émeutes liées au mouvement des gilets jaunes, deux molotovs sont lancés contre l'agence du *Crédit Lyonnais* dans le quartier de Fabrègues. Le distributeur de billets est détruit par les flammes.

24/2, Crémone (Italie).

En Lombardie, sabotage d'une armoire de fibre optique. « *Réduire la technomonde au silence pour faire hurler la chair vivante* » dit la revendication, en solidarité avec les compagnons du Trentin, de Turin, des opérations Panico et Scripta Manent, et du compagnon de la bibliothèque anarchiste *Fermento* (Zurich).

24/2, Dresde (Allemagne).

En Saxe, incendie dans la nuit d'une antenne de télécommunication de la

| Caraquemada : Sur les sentiers de la guérilla contre le régime franquiste |

Revenir sur les pas d'un anarchiste qui a longtemps agi en solitaire, traversant les Pyrénées de part en part pour accomplir des sabotages en territoire franquiste, n'est de toute façon pas une tâche facile. Et quand on s'aperçoit en plus que la direction du Mouvement Libertaire en Exil ne soutenait pas la lutte en armes clandestine, ou alors juste du bout des lèvres, cela ne fait que renforcer la difficulté : les traces des nombreux compagnons anarcho-syndicalistes et anarchistes qui ont perdu la vie dans la guérilla contre le franquisme, n'ont ainsi été que fragmentairement documentées par « leurs propres camarades » restés plus ou moins au chaud sous les ailes de légalité républicaine française. Bien que de façon incomplète et malgré des sources parfois contradictoires, on essaiera tout de même ici de reconstituer la trajectoire de Ramón Vila Capdevila, dit Caraquemada. Ce compagnon lutta pendant des décennies à sa manière, si possible en bonne compagnie et sinon en solitaire, visant en permanence à désorganiser les forces de l'ennemi, à semer le chaos dans leurs rangs, à jeter des grains de sable dans leurs engrenages, en s'attaquant inlassablement aux infrastructures d'énergie et de transport.

Ramón Vila Capdevila est né le 2 avril 1908 dans le village de Peguera, près de la petite ville Berga dans les Pyrénées catalanes. Il doit son surnom de « Caraquemada » (*visage brûlé*) à un triste accident de sa jeunesse. En 1923, un violent orage éclata alors que Ramón et sa mère étaient en train de travailler aux champs. Abrisés sous un arbre, c'est là que le foudre s'abattit. Sa mère mourut sur le coup, tandis que Ramón fut grièvement brûlé, laissant des traces indélébiles sur son visage. Plus tard, un autre surnom lui sera donné, cette fois lié à son caractère solitaire, sauvage et têtue : « Jabalí » (*sanglier*).

Ramón était un jeune fébrile. Ne pouvant pas rester en place, il partait parfois des longues semaines en vadrouille dans la montagne sans que personne ne sache

où il était. Pour gagner son pain, il se rendit très jeune encore dans les mines de Cercs, à Figols. C'est là que Ramón adhéra à la *Fédération anarchiste ibérique* (FAI) de la région du Haut-Llobregat et à la *Confédération Nationale du Travail*, la CNT anarcho-syndicaliste. Cette organisation de masse avait survécu aux années difficiles du *pistolero* des années 20, lorsque le patronat embaucha des mercenaires pour abattre des militants ouvriers, et avait déjà passé différentes périodes dans l'illégalité. C'est à ces années-là que remonte la présence de *groupes d'action affinitaires* agissant au sein même ou aux marges de la CNT : des groupes restreints d'anarchistes qui répondent les armes à la main à la terreur patronale et étatique, qui réalisent des sabotages et des attaques contre la répression, et qui remplissent à travers des expropriations les caisses de l'organisation anarcho-syndicaliste en soutien aux grèves ouvrières. Au début des années 1930, la CNT tentera également à plusieurs reprises de déclencher l'insurrection révolutionnaire pour proclamer le communisme libertaire, mais les soulèvements resteront locaux et seront écrasés par la répression. Ramón participa comme membre d'un de ces groupes d'action à une de ces plus fameuses tentatives insurrectionnelles, celle du bassin minier du Haut Llobregat en janvier 1932. Le 18 janvier de cette année-là, des ouvriers anarcho-syndicalistes appuyés par différents groupes d'action et des anarchistes aguerris comme Durruti déclenchent l'insurrection : les usines et les mines sont occupées par des ouvriers en armes dans tout le bassin industriel, les mairies sont prises d'assaut et le communisme libertaire déclaré. Le chef du gouvernement républicain espagnol, Azaña, envoie alors la troupe. Le massacre prévu n'aura pas lieu, mais des centaines d'ouvriers sont jetés en prison, et plus d'une centaine d'anarchistes (dont Durruti, Ascaco, Oliver,...) sont déportés vers la colonie espagnole de Guinée équatoriale ou vers les îles Canaries, en vertu de la *Loi sur la Défense de la République*. Ramón est finalement arrêté dans les montagnes alentours en compagnie d'autres rescapés de l'insurrection, puis incarcéré à Manresa pendant près d'un an comme « prisonnier gouvernemental » (sans procès comme le veut la loi d'urgence). L'insurrection du Haut Llobregat avait aussi montré les dissensions qui existaient au sein d'une CNT qui comptait déjà des centaines de milliers de membres. D'un côté, ceux qui souhaitaient rester à l'intérieur du cadre républicain, misant sur la perspective d'une croissance quantitative de

Deutsche Bahn (SNCF allemande) près des voies. Le trafic des RER est suspendu le lendemain.

25/2, Besançon (France). Dans le Doubs, la « *Maison du Projet* » de l'écoquartier des Vaïtes est volontairement ravagée par les flammes vers 2h30 du matin. Le bâtiment de 70 m², vitrine municipale du méga-projet de béton, d'aseptisation urbaine et d'embourgeoisement de la ville est réduit en cendres, et le début des travaux du projet d'éco-quartier suspendu.

26/2, Milan (Italie). Dans la nuit, les vitres, la porte d'entrée et deux distributeurs de billets d'une agence de *La Poste* sont détruits rue Franco Tosi. En solidarité avec les incarcérés du Trentin et de Turin.

26/2, Béziers (France). Dans l'Hérault, une grosse pelleteuse-déchiquteuse de plusieurs centaines de milliers d'euros de l'entreprise *Buesa* est incendiée dans la nuit sur le chantier de «renouellement urbain» dans le quartier de la Devèze. Le chantier est suspendu, faute de machine susceptible de remplacer immédiatement celle qui est détruite.

27/2, Rome (Italie). Dans la nuit, trois véhicules d'auto-partage *Enjoy* de la multinationale italienne de l'énergie *ENI* et *Trenitalia* (SNCF italienne) partent en fumée. « *Solidarité avec tous les anarchistes incarcérés* » précise la revendication.

27/2, Berlin (Allemagne). Au milieu de la nuit vers 4h du matin, l'entrée principale

du commissariat situé dans le quartier de Mitte est incendiée à l'aide de 60 litres d'essence. Les flammes passent sous le plafond et détruisent le hall d'accueil, sans parler de la façade du bâtiment, noircie sur plusieurs mètres de haut. Revendiqué en solidarité avec Loïc incarcéré suite aux émeutes de Hambourg contre le G20 et « *tous les prisonniers de la guerre sociale qui restent droits* », notamment parce que « *nous n'avons d'espoir ni dans la justice, ni dans des flics plus humanistes. Au lieu de cela, nous approfondissons notre identification de l'ennemi et nous traçons une ligne de démarcation adaptée au conflit social.* »

28/2, Berlin (Allemagne). Deux voitures des entreprises *Howoge* (société d'HLM berlinoise, responsable de 355 expulsions par la force en 2017) et *Wisag* (services de sécurité et de surveillance contre les personnes qui fraudent dans les transports, taguent et sont à la rue) sont incendiées dans la nuit. Notamment revendiqué « *contre la ville des riches* ».

MARS 2019

1/3, Varese (Italie). En Lombardie vers 1h du matin, la vitrine du local de la *Lega* est brisée, deux extincteurs sont vidés à l'intérieur et un tag laissé sur un mur adjacent précise : « *La fête est finie* ».

1/3, Berlin (Allemagne). Plusieurs vitres du *Jobcenter* (Pôle Emploi allemand) du quartier de Neukölln sont brisées dans la nuit, y compris au premier étage.

l'organisation et l'obtention de réformes importantes, et d'un autre côté ceux qui pensaient que les temps étaient mûrs pour une action insurrectionnelle qui, bien qu'elle pouvait échouer, allumerait en tout cas des flambeaux inextinguibles sur le chemin vers la révolution sociale.



À sa sortie de prison, Ramón se rend à Barcelone et participe aux agitations ouvrières. Il n'existe pas beaucoup d'éléments connus concernant son activité, mais il est probable qu'il fait à nouveau partie des groupes d'action anarchistes, comme le montre sa participation en 1935 à un braquage à Algemés (province de Valence). Au cours de leur fuite, la voiture des expropriateurs s'écrase contre un arbre et Ramón est arrêté, tout comme son compagnon Ramón Ribes Capdevila. Incarcérés à Tortosa (Catalogne), les deux Ramón réussissent heureusement à se faire la belle juste avant leur procès. Le 10 avril 1936, on retrouve leur trace lors d'un autre braquage, celui d'une pharmacie à Castellón. Surpris par des policiers, les anarchistes ouvrent le feu : un flic reste immédiatement sur le carreau, tandis que Ramón Ribes, est grièvement blessé (il décédera de ses blessures). *Caraquemada* réussit tout de même à quitter cette maudite place, notamment en lançant des ampoules de gaz paralysant. Poursuivi par des passants qui guident les flics, il est finalement arrêté dans un champ d'orangers à l'extérieur de la ville, puis transféré à la prison San Miguel de los Reyes (Valence).

Dans ce vieux monastère transformé en taule où les chances d'évasion étaient faibles, Ramón savait qu'il risquait fort d'y passer de longues années. C'était pourtant sans compter sur la nouvelle tentative insurrectionnelle des compagnons qui se déroula quelques mois plus tard, en juillet 1936, et tourna cette fois à leur avantage. À Valence, les noyaux anarchistes qui formeront plus tard la *Colonne de Fer* attaquent la prison de San Miguel, ouvrent toutes les portes et laissent les prisonniers choisir entre partir pour leur propre compte ou intégrer ce qui allait devenir la mythique *Colonne de Fer*, réputée pour son intransigeance et sa lutte incessante pour la révolution sociale. Ramón, comme près de 400 autres prisonniers, décide de se joindre à la *Colonne de Fer* qui établit un front contre les fascistes hors de Valence. Forte de sa conviction que la guerre contre les fascistes doit coïncider entièrement avec la révolution sociale anarchiste, la Colonne

organise plusieurs descentes « à l'arrière », notamment à Valence et Castellón, pour combattre la collaboration d'une partie des dirigeants de la CNT avec les forces républicaine et stalinienne, et s'opposer à la répression de ces dernières contre les réalisations révolutionnaires. Ramón participe notamment à une de ces virées sur Castellón, où les archives de police ainsi que les registres et cadastres de propriété sont brûlés. Sous la pression d'une CNT engluée dans ses compromis avec les autres forces antifascistes, qui exigent la militarisation des milices confédérales, l'assemblée générale de la *Colonne de Fer* du 21 mars 1937 finit par céder comme les autres : la Colonne est démantelée, ceux qui le veulent peuvent intégrer la *83ème Brigade Mixte* de l'armée républicaine. Ramón s'y refuse et retourne à Berga. En mars 1938, il est mobilisé et s'intègre à la *153ème Brigade Mixte*, la résultante de la militarisation de la colonne confédérale *Tierra y Libertad*. Fin mars, la Brigade est encerclée par les troupes fascistes. Ramón erre des semaines en terre hostile avant de réussir à regagner la zone républicaine. Il retourne alors à Figols. En février 1939, ensemble avec un demi million d'autres réfugiés, il traverse la frontière espagnole et est interné dans le camp de concentration d'Argèles-sur-Mer, où les très dures conditions de vie sont à l'origine de nombreux morts.

En 1940, Ramón coupe les barbelés du camp d'Argèles, s'évade et rejoint les groupes anarchistes impliqués dans la lutte clandestine. Ils effectuent de nombreuses incursions en Espagne, traversant les Pyrénées à pied, et mettent en place un réseau d'évasion pour aider celles et ceux qui veulent s'échapper des zones sous contrôle allemand. En 1942 lors d'un passage en France, Ramón est arrêté par des soldats allemands dans les rues de Perpignan. Ne pouvant pas présenter de vrais papiers, il est enfermé à la citadelle de la ville, où il lui sera proposé comme à d'autres espagnols d'aller travailler dans une mine de bauxite à Bédarieux (Hérault) pour l'*Organisation Todt*, le groupe de génie civil et militaire du Troisième Reich notamment basé sur des détachements de travailleurs étrangers forcés. En février 1944, ayant appris que la Gestapo était à sa recherche après avoir remonté ses traces, il s'évade du travail forcé à la mine et intègre le maquis, d'abord dans le réseau Menessier près de Limoges (chargé de récupérer les armes et le matériel parachutés par les Alliés), ensuite en juin dans le groupe de Francs-Tireurs-Partisans (FTP) de Rochechouart, en

1/3, Munich (Allemagne).

En Bavière, deux voitures de l'entreprise de technologies du contrôle, de la surveillance et de la guerre *Siemens* sont incendiées dans la nuit à l'est de la ville.

« *Contre la guerre, les frontières, la domination et l'exploitation. Force et courage aux arrêtés à Turin et à Zurich* » termine la revendication.

2/3, Athènes (Grèce).

Une quarantaine de compagnons attaquent le poste de police du quartier de Koukaki avec des molotovs. L'entrée du bâtiment est endommagée tout comme deux véhicules de patrouille garés devant. 10 interpellations.

2/3, Calais (France).

Une centaine de migrants prend d'assaut le port, et 63 réussissent à grimper à bord d'un ferry pour l'Angleterre à l'aide d'une échelle. Face à la police, quatre d'entre eux refuseront jusqu'au bout de se rendre en grimpant tout en haut de la cheminée du bateau. Une condamnation à 4 mois ferme et 28 autres jugés en mai.

2/3, Dieppe (France).

En Seine-Maritime, après une première attaque incendiaire en décembre, le plus ancien club de riches golfeurs normands (1897) est touché pour la seconde fois. C'est cette fois le hangar de 250 m² qui sert de stockage aux machines d'entretien des pelouses du golf, dont plusieurs tracteurs, qui s'est embrasé peu après 20h. 300 000 euros de dégâts.

2-5/3, Grenoble (France).

Après la mort de deux jeunes du quartier Mistral (Fatih et Adam) poursuivis par la police, s'enchaînent plusieurs nuit d'émeute.

La première du 2 mars est ponctuée d'affrontements aux pavés et molotovs contre les CRS. La seconde du 3 au 4 mars, une quinzaine de véhicules flambent, dont deux engins de chantier et six voitures des services techniques de la ville en même temps que le rez-de-chaussée du bâtiment du service voirie.

La troisième nuit, du 4 au 5 mars, ce sont près de 65 véhicules qui flambent (dont un bus de tourisme) dans plusieurs quartiers attenants, comme Villeneuve, Echirolles, Fontaine et Saint-Martin-le-Vinoux, tandis que boules de pétanque, pavés et molotovs continuent de voler sur les flics déployés en nombre. La quatrième nuit, après une marche blanche et des appels au calme de la famille, parpaings et molotovs tombent toujours des toits des immeubles sur les uniformes en contrebas.

Enfin, samedi 9 mars en pleine journée alors que les Gilets jaunes passaient par le quartier du Mistral pour saluer les habitants, c'est un immeuble de bureaux d'entreprises qui a flambé. Son rez-de-chaussée était déjà en parti en fumée la veille (100 personnes au chômage technique).

3/3, Thessalonique (Grèce). Les flics qui protègent le consulat turc sont attaqués au milieu de la nuit par une cinquantaine de révolutionnaires, à coups de pierres et molotovs contre lacrymos et grenades assourdissantes.

4/3, Nîmes (France). Dans le Gard, un câble de la fibre optique en cours d'installation est volontairement coupé dans

Haute-Vienne. Technicien qualifié en sabotages et dans l'utilisation d'explosifs, il retrouvera au sein du maquis de nombreux anarcho-sindicalistes espagnols. Après le débarquement allié du 6 juin 1944, Ramón (devenu le *capitaine Raymond*) et son maquis participent activement aux opérations de harcèlement contre la division blindée SS *Das Reich* en route pour la Normandie. Le 7 juin, ils sabotent le viaduc de Saint-Junien et le lendemain occupent la mairie. Le 11 juin, avec deux cents maquisards, Ramón participe en gare de Mussidan, près de Périgueux (Dordogne), à l'attaque d'un train blindé qui fut immobilisé après qu'aient été tués une cinquantaine de soldats allemands. Le 1er août, il participe victorieusement à la défense de la petite ville de Chabanais attaquée par les nazis, puis, du 12 au 21 août, aux combats pour la libération de Limoges. Ramón participe ensuite à des dizaines d'opérations contre les divisions de SS avant de s'intégrer à un nouveau détachement, constitué presque uniquement de libertaires, qui se donnera le nom de *Bataillon Libertad* à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Ce bataillon participera jusqu'en mai 1945 à la libération des dernières poches occupées par les troupes allemandes sur la façade Atlantique.



Avec la défaite de l'Allemagne nazie, les espoirs de nombreux exilés espagnols se rallument. Malgré les hésitations des dirigeants de la CNT en exil, de nombreux groupes de guérilla se montent pour traverser les Pyrénées et porter la lutte au cœur de la bête franquiste. Ramón Vila n'hésite pas une seconde, comme tant d'autres compagnons dont les noms les plus connus sont Sabaté, Facérias, Wencesloa, Massana,... Il s'emploie d'abord surtout comme guide de haute-montagne pour accompagner les groupes d'action lors de leur traversée des Pyrénées. De son côté, le *Parti Communiste espagnol* lance également une opération sous sa direction en octobre 1944, mais dans le pur style soviétique, concentrée et militarisée : une « *grande invasion* » de l'Espagne franquiste. Le Parti fera marcher plus de 3000 guérilleros vers les vallées d'Aran et du Roncal, où ils se heurteront à une résistance acharnée et bien organisée des troupes franquistes, et furent défaits. Si des groupes sporadiques de guérilla communiste et républicaine persisteront jusqu'en 1948, l'année où leurs chefs jugeront toute action armée perdante, ce sont surtout les groupes libertaires qui repartent à l'assaut, à la façon d'une guérilla

de petits groupes agiles et mobiles agissant à la fois à la campagne (notamment dans les montagnes catalanes, à l'ouest de Tarragone, dans la région de Valence et en Aragon), mais aussi beaucoup en ville, notamment à Barcelone. L'enthousiasme et la détermination de ces nombreuses poignées de résistants anarchistes qui pourront compter sur d'importants soutiens à l'intérieur de l'Espagne même, ne se heurtent pas seulement aux difficultés de la lutte clandestine et à un appareil répressif implacable et bien organisé, mais également aux dissensions, au bureaucratisme, au politicardisme et aux luttes d'hégémonie des cercles dirigeants de la CNT en exil basé à Toulouse, toujours divisés entre ceux qui voulaient continuer à collaborer avec le gouvernement républicain en exil et ceux qui considéraient cette collaboration comme un échec total et une pente fatale (ce qui n'empêcha pas les tenants de ce refus de collaboration comme Federica Montseny et Germinal Esgleas de construire, de leur côté, une bureaucratie étouffante, une gestion centralisée et une propagande de mots durs qui resteront en général lettre morte, nuisant fortement à la lutte clandestine). Les années 1945 jusqu'à 1949 connaîtront donc une forte augmentation de l'activité de groupes de guérilla anarchiste en Espagne, avec de nombreuses fusillades, attentats, embuscades, sabotages, mais aussi de nombreux compagnons et compagnonnes tombés au combat. Si on doit se fier aux statistiques établies par les historiens, plus de deux mille guérilleros toutes tendances confondues trouveront la mort ces années-là.

D'abord guide dans l'immédiat après-guerre pour plusieurs groupes d'action (sa première incursion en territoire franquiste à cette époque semble dater du 21 avril 1946, lorsqu'il accompagnera le groupe de Sabaté jusqu'à Barcelone où ces derniers allaient porter des armes et tenter d'éliminer le mouchard Eliseo Melis Diéz), Ramón montera aussi son propre groupe d'action et de soutien logistique nécessaire, dans la zone de Bergueda, à cheval entre l'Espagne et la France. Un autre groupe anarchiste, autour du compagnon Massana, était également actif dans cette même zone, adaptée au passage de la France vers Barcelone (entre collines, vallées, forêts et montagnes) et où persistait aussi une certaine présence d'anarcho-syndicaliste ou de sympathisants de la lutte anti-franquiste au sein de la population locale (ouvriers, paysans et montagnards). Lors des longues marches à travers les Pyrénées, les groupes de guérilla durent affronter des policiers à plusieurs reprises. En

la nuit. Un millier de foyers privés d'internet aux abords de l'avenue Pompidou, et plusieurs jours de réparation

5/3, Madrid (Espagne).
 Dans le cadre de la *Semaine d'Agitation et de propagande contre la gentrification et la spéculation capitaliste et en défense des occupations*, incendie de deux véhicules d'auto-partage *E-Move* et *Car to Go*, dans les quartiers de Arganzuela et Prosperidad. Revendiqué par *Quelques anarchistes*, qui terminent par « *Guerre à la démocratie ! Guerre à la ville du Capital ! Vive l'anarchie !* »

5/3, Besançon (France).
 Dans le Doubs, une agence immobilière *Foncia* perd toutes ses vitres à coups de masse, notamment contre les villes qui « *ressemblent de plus en plus à de gigantesques zones commerciales et carcérales à ciel ouvert, où tout pas de côté est durement sanctionné.* »

5/3, Foix (France).
 En Ariège, la chambre technique souterraine (soit un répartiteur de connexion) d'*Orange* est sabotée dans la nuit : après avoir forcé l'ouverture, du liquide inflammable et une palette ont été enflammés à l'intérieur. Ce nœud stratégique de communication est situé à l'entrée de la zone commerciale de Peysales. Un millier de clients ont été privés d'internet, en particulier les entreprises de la zone (plusieurs supermarchés, garage Renault, Pôle Emploi) fortement impactés pendant plusieurs jours jusqu'à la réparation. *Orange* a dû changer 300 mètres de câbles.

6/3, Angers (France).
 Dans le Maine-et-Loire, huit

voitures de matons garées devant le mur d'enceinte de la prison sont incendiées vers 3h du matin. Cinq sont complètement détruites, trois autres en partie dégradées.

6/3, Graz (Autriche).

Incendie dans la nuit d'un véhicule de Sodexo, qui « *fait du profit avec la machine à expulser en fournissant les centres de rétention en bouffe de merde. Toutes les entreprises qui tirent profit de cette industrie sont nos ennemis et méritent notre haine.* » Revendiqué en solidarité avec les arrêtés de Turin, Rovereto et Trente, et Loïc, incarcéré suite aux émeutes du G20 à Hambourg

7/3, Rome (Italie).

« *“Ouille”, dit la vitrine, mais le distributeur de billets ne répondit pas, car on lui avait fermé la bouche. Dans la nuit du 7 mars a été blessée une vitrine et mis hors service le distributeur de billets d'une agence de la banque Intesa San Paolo à Rome, en solidarité avec les compagnon.ne.s de Turin et toutes les personnes qui luttent chaque jour. Contre les frontières. Contre les cages. Contre le patriarcat. Contre la gentrification. Contre tout Etat, tout chef, tout mari, tout parti.* »

8/3, Landerneau (France).

Dans le Finistère, une armoire d'*Orange* est incendiée peu avant 3h du matin. Une partie du nord de la ville est privée de téléphone et d'internet. Les réparations prendront plusieurs semaines.

10/3, Marseille (France).

Lors du traditionnel carnaval sauvage de La Plaine, des caméras de vidéosurveillance sont sabotées, plusieurs

même temps, il fallait également s'occuper de trouver des moyens financiers pour soutenir la lutte. Ramón semble avoir participé à plusieurs de ces expropriations, comme en novembre 1946 où, ensemble avec le groupe de Massana, ils braquent la trésorerie de la *Compagnie de Lignite* à Serchs, un coup qu'ils répéteront un an plus tard, le 17 mars 1947, ou encore le braquage d'un grand propriétaire foncier à Malanyeu.

Une des constantes des résistants libertaires tout au long de ces années sera en plus la tentative de liquider Franco lui-même. En mai 1947, Ramón guidera par exemple à travers la montagne un groupe de trente compagnons venus tendre une embuscade au dictateur qui devait visiter la région de Bages. Le plan consistait à miner la route, faire exploser la charge au passage du convoi et finir le travail à coups de fusils-mitrailleurs et de pistolets. Quelques intégrants du groupe furent malheureusement surpris par des policiers et durent ouvrir le feu, alertant toutes les forces répressives de la contrée et rendant impossible la poursuite du plan. Entre 1947 et 1948, Ramón montera plusieurs fois encore au braquage, comme le 25 juin 1948 où ensemble avec Massana, il réalise des expropriations importantes à Sant Corneli et Sant Salvador. A cette époque, après avoir accompagné les groupes d'action voulant se rendre à Barcelone ou ses alentours, Ramón, accompagné d'un autre compagnon mais aussi en solitaire, ne peut s'empêcher d'effectuer d'une pierre deux coups et ponctue régulièrement le chemin du retour de sabotages : il fait ainsi exploser à deux reprises les canalisations d'eau de l'usine de Carburés de Berga, provoquant la paralysie de la production, ou encore sauter des pylônes de la ligne à haute-tension Figols-Vic, une pratique qui deviendra une de ses activités favorites pour semer la désorganisation dans les rouages du franquisme.

Les traversées des Pyrénées à pied et les longs séjours dans les montagnes et les forêts n'étaient pas une promenade de santé, et les guérilleros pouvaient mettre jusqu'à trois semaines avant d'arriver jusqu'aux abords de Barcelone depuis la France. Ces traversées exigeaient des efforts physiques très importants, et requerraient en plus une attention constante, vue la présence de nombreuses patrouilles de la *Guardia Civil* ainsi que de possibles délateurs au sein de la population rurale. Des témoignages de compagnons ayant fait partie d'expéditions où Ramón

était leur guide, soulignent sa force herculéenne mais aussi son endurance exceptionnelle. Il est arrivé plusieurs fois que ses hôtes soient épuisés, n'arrivant plus à suivre le rythme de marche suite au manque de nourriture et de repos, mais Ramón n'en avait généralement cure et refusait de céder. Il n'avait pas gagné son surnom de *Jabalí* pour rien.



L'année 1949 va connaître un regain important de l'activité des groupes d'action anarchistes, contrairement à l'avis des bureaucrates de la CNT en exil à Toulouse. Pour Ramón, l'année commence avec quelques difficultés. Après avoir accompagné le groupe de Massana dans la région de Gérone où ces derniers effectuent plusieurs expropriations d'usines, le 28 février, Ramón et un autre compagnon, Pernalles, tombent sur une patrouille de la *Guardia Civil* à Miquel de Pínos. Une fusillade éclate, un flic est grièvement blessé. Ramón est également touché, mais il parvient à s'enfuir à travers la forêt avec Pernalles. De là, il regagne ensuite sa base au mas Tartàs, côté français. Enfin remis de sa blessure en avril, il repart sur les sentiers, cette fois pour acheminer une importante cargaison d'explosifs vers un point d'appui de la guérilla intérieure, près de la ville de Manresa, située à une soixantaine de kilomètres de Barcelone. Une dizaine de compagnons l'y attendent pour monter une opération de sabotages coordonnés. Divisés en cinq groupes, chacun étant chargé d'une zone, c'est ainsi qu'une nuit de mai 1949 plusieurs pylônes de lignes à haute-tension sont sciés et abattus à l'explosif, tandis que le chemin de fer est lui aussi saboté en plusieurs endroits (notamment en faisant sauter deux transformateurs). C'est une réussite totale : l'électricité d'une bonne partie de Manresa et de ses zones industrielles est coupée pendant plusieurs jours, et la circulation ferroviaire vers la ville est paralysée. De retour au mas Tartàs, la gendarmerie française fait une nouvelle perquisition (elle l'avait déjà fait deux ans auparavant) et trouve, à nouveau, un important arsenal d'armes et d'explosifs, ce qui vaut à Ramón un séjour de quelques mois derrière les barreaux. Il sortira en juillet 1949 suite à une amnistie octroyée par le gouvernement français, mais sera contraint par les autorités de s'installer dans le Puy-de-Dôme. Il y restera quelques mois, avant de se soustraire au contrôle des policiers français.

banques défoncées, une société d'assurance entièrement saccagée, ainsi que l'église Notre-Dame du Mont et l'Arc de Triomphe de la Porte d'Aix joliment tagués (de « *Plutôt voyoue que poukave* » à « *Vive la belle crève la taule* » ou « *La seule église qui illumine est celle qui brûle* »).

11/3, Kiev (Ukraine).

Des anarchistes tirent à quinze reprises au fusil dans les fenêtres des juges du tribunal de l'arrondissement de Goloseevskiy.

Cette attaque a été menée en solidarité avec le compagnon anarchiste de Moscou Azat Miftahov (Азат Мифтахов) arrêté le 1er février dernier par le FSB et accusé de fabrication d'explosifs et de la tentative de faire exploser un gazoduc à Balashikha, dans la banlieue de Moscou, le 11 janvier 2018. La revendication précise notamment « *Peu nous importe qu'Azat soit impliqué ou pas dans des attaques à l'explosif et d'autres faits, puisqu'aux yeux de l'État, quiconque se dit lui-même anarchiste est déjà coupable et mérite d'être puni. Le mieux que nous pouvons faire pour eux [les compagnons] est de continuer la lutte et la résistance. Dire clairement que la répression n'est pas seulement une raison de montrer de la solidarité par camaraderie, mais aussi de comprendre une fois de plus la nécessité de la complète destruction de l'État et de toutes ses manifestations* » et se termine par « *Liberté pour Azat ! Compagnons anarchistes, il est temps de passer des protestations à la résistance ! Salutations solidaires et de partisans !* ».

En septembre 1949, Ramón repart et guide jusqu'aux faubourgs de Barcelone un groupe de six compagnons liés à Saturnino Culebras, mais ce voyage prend une tournure tragique. Lors du retour, le compagnon italien Helios Ziglioli est surpris en train d'acheter de la nourriture par les flics et abattu. Cela met les forces de l'ordre sur les traces de Ramón et de son accompagnant, le jeune frère de *Quico* Sabaté, Manuel Sabaté, qui est arrêté deux jours plus tard. Ramón réussit tout de même à retourner en France. Un mois plus tard, en octobre 1949, le groupe de Saturnino Culebras est arrêté à Barcelone puis jugé avec Manuel Sabaté. Ces deux-là seront condamnés à mort et exécutés le 24 février 1950, les autres seront condamnés à trente ans de prison.

Plus généralement, la police espagnole procédera en 1949 à d'importantes rafles dans la région où étaient justement actifs les groupes de Ramón et de Massana. Sous des tortures atroces, d'autres noms allaient bientôt se rajouter aux listes de la *Guardia Civil*, et plusieurs seront condamnés à mort ou exécutés en leur appliquant la *ley de fuga* (on compte au moins 29 compagnons abattus ou exécutés, 11 blessés et 57 arrêtés entre 1947 et 1950). Le groupe de Masana se retrouvera par exemple plusieurs fois pris dans des embuscades policières, causant la mort de plusieurs guérilleros. Malgré cette sanglante vague répressive, Ramón traverse une nouvelle fois la frontière à la fin de l'année, le 22 décembre 1949, pour cette fois accompagner le nouveau groupe déjà très actif à Madrid et Barcelone de Wenceslao (*Wences*, ancien du groupe de Facerias, venait en février de monter son propre groupe de guérilla urbaine avec ses amis d'enfance de Saragosse, *Los Maños*). Comme trop souvent, ce fut là encore la dernière fois que Ramón put saluer ces compagnons, puisque trois d'entre eux trouveront la mort deux semaines plus

tard après avoir été balancés : Wenceslao sera tué par la police dans les rues de Barcelone en janvier 1950, tandis que Simón Gracia et Plácido Ortiz arrêtés le même jour, seront condamnés à mort et fusillés en décembre de cette année. De son côté, comme d'habitude, Ramón ne suivit pas le groupe jusqu'à Barcelone, et rebroussa chemin avant d'arriver en ville, une fois son périlleux travail de guide accompli. Sur le retour, la nuit du 4 au 5 janvier 1950, il fit exploser deux pylônes près de Sant Vincenç de Castellet. Deux mois plus tard, et comme rien n'indique que Ramón ait regagné la France, on peut supposer qu'il est resté planqué dans les montagnes catalanes. Suivent alors d'autres sabotages du réseau électrique qui lui sont attribués : le 20 mars c'est un pylône qui tombe à Santa Maria d'Oló, le 21 mars un autre subit le même sort à Cercs, et le 23 mars c'est la voie ferrée qui saute entre Barcelone et Manresa aux alentours de Sant Vincenç de Castellet. Quand il regagne enfin la France en avril 1950, c'est la gendarmerie qui l'attend de pied ferme de l'autre côté et l'intercepte. Et comme d'habitude, celle-ci en informera sans vergogne la *Guardia Civil*. Ramón est finalement relâché des geôles républicaines en juillet 1950.



Un an plus tard, presque jour pour jour en ce 17 juillet 1951, il est 22 heures lorsque les habitants de Lluçà entendent plusieurs détonations sur la colline de Plana. C'est le pylône 117 de la ligne à haute-tension entre Figols et Vic qui a été plastiqué : encore un coup de l'anarchiste Ramón *Caraquemada*. La *Guardia Civil* s'empresse d'interroger de nombreux habitants du coin, mais personne ne leur dit grand chose, ce qui amène les pandores à décrire dans leur rapport un « *manque de civisme et de coopération avec les forces de l'ordre, sachant que ces maisons sont situées*

dans une zone très adaptée au brigandage.» Dix jours plus tard, le 26 juillet dans la nuit, de nouvelles détonations résonnent sur le Mont Marcet, près de Sant Vicenç de Castellet. Trois pylônes ont été visés, mais seul un s'effondre. Sur le premier, deux pieds ont été sciés, contre un seul sur les deux autres pylônes. Un artificier de l'armée conclura que les charges utilisées pour abattre ces derniers n'ont pas été suffisamment puissantes : « *sur le pylône 2699, il y avait trois charges de 200 grammes de TNT allemande et une mèche longue de quatre mètres* ». Il est certainement plus probable que les charges aient été mal placées dans la précipitation qu'avaient peut-être les saboteurs suite au quadrillage policier de la zone : sur le premier pied préalablement scié, l'explosif avait bel et bien fait son office, mais l'explosion avait du éteindre la mèche de la charge attachée au second, également scié. Ramón et d'autres saboteurs fonctionnaient en effet souvent de cette manière. Pour abattre un pylône, ils sciaient deux pieds parallèles à la ligne électrique, puis plaçaient une charge d'environ 500 grammes de dynamite (ou son équivalent) soit sur chacun des deux pieds sciés, soit sur les deux autres, reliant les charges entre elles avec un cordon détonant pour s'assurer d'une explosion simultanée. La force de l'explosion éjectait alors le morceau des pieds de pylône sciés, ou faisait dans l'autre cas plier les deux pieds non sciés, provoquant la chute entière du pylône du côté des pieds sciés, arrachant dans un même élan ses câbles électriques. Le 4 août 1951, entre Aguillar de Segarra et Rajadell, trois nouveaux pylônes sont abattus. En plus, les rails du chemin de fer entre Barcelone et Saragosse sont sabotés, ce qui provoquera le déraillement d'un train express sans causer de victimes. Lors de ce séjour dans les montagnes catalanes, Ramón et le compagnon qui l'accompagnait auraient aussi braqué l'*Hôtel Alfa* à Figols ainsi que la mairie d'un petit

village pour récupérer des papiers, des documents et des tampons. Après ces raids nocturnes et vindicatifs, Ramón repasse de l'autre côté des Pyrénées*.

C'est encore une année plus tard, autour de l'été 1952, qu'on retrouve une trace de Ramón en Espagne. On sait peu de choses de ses activités au cours de toute cette période-là, sauf qu'il a été impliqué dans une expropriation à Figols en mai, et que le 11 juillet, à Villada, lui et un autre compagnon ont été surpris par une patrouille de la *Guardia Civil*, mais qu'ils ont pu s'enfuir après une fusillade. Vers la fin de l'année, l'État franquiste considère officiellement qu'il est enfin venu à bout de la résistance libertaire armée, tandis que de leur côté, les bureaucrates du mouvement libertaire espagnol en exil à Toulouse, font tout pour décourager ceux qui veulent rejoindre la lutte clandestine et les groupes de compagnons qui y sont toujours actifs.

L'année suivante, en 1953, la répression franquiste réussit un grand coup, en parvenant à démanteler le pilier qui va de pair avec les attaques, la diffusion des idées. En juin, les interrogatoires musclés de membres du PSUC (*Parti Communiste de Catalogne*) arrêtés à Barcelone permet en effet de fil en aiguille à la police d'obtenir de nombreuses adresses de militants clandestins de la CNT, puis de loger l'imprimerie clandestine de *Solidaridad Obrera*, le journal de la CNT. Parmi les anarchistes arrêtés à l'imprimerie se trouvera son responsable, l'argentin Edgar Zurbarán, un ancien du groupe de Massana qui avait justement traversé la frontière l'année précédente avec l'aide de Ramón.

Mais les pylônes tomberont encore cet été-là, malgré la vague répressive et les arrestations de nombreux militants de la CNT. C'est dans la zone de Bages et d'Osona où se trouve Ramón avec d'autres compagnons que plusieurs pylônes sont abattus

entre le 21 et le 23 juin 1953. Le 27 juin, une charge explosive interrompt aussi toute circulation ferroviaire entre Barcelone et Sant Juan de les Abadesses. Le 15 juillet, des guérilleros, dont possiblement Ramón, blessent un lieutenant de la *Guardia Civil* lors d'une fusillade à Oristà. Le 23 juillet, ce sont à nouveau plusieurs pylônes qui sont abattus dans la région de Bages, et rebelote deux jours plus tard, le 25 juillet. Tous ces sabotages provoquent à chaque fois d'importantes coupures de courant, touchant à la fois les villes et les infrastructures industrielles de la région.

Ce même été 1953, Ramón se verra attribuer une fusillade lors de laquelle la femme d'un médecin anglais est tuée pendant son excursion en voiture dans les montagnes catalanes. L'acte fait grand scandale à l'époque des deux côtés des Pyrénées. L'histoire devient encore plus obscure quand sort l'info que le médecin anglais travaillait probablement pour les services secrets britanniques. Mais si toute la presse avait intérêt à attribuer ce meurtre à un de ces anarchistes intransigeants comme *Caraquemada*, le compagnon Antonio Telléz qui a rédigé les biographies de Sabaté, de Facérias et d'autres livres sur cette guérilla libertaire contre le régime de Franco, affirme lui de façon catégorique que si Ramón ne s'est pas présenté aux autorités judiciaires françaises pour prouver son innocence dans cette affaire, c'est parce qu'il ne leur faisait à juste titre pas confiance. Et encore moins en pleine chasse aux sorcières. Un autre guérillero anarchiste, Joan Busquets, dira dans les années quatre-vingt dix que Ramón n'avait rien à voir avec l'affaire du couple britannique. Sans spéculer davantage sur son éventuelle implication, cette affaire allait durablement influencer la vie de Ramón. Les bureaucrates du mouvement libertaire en exil hurlaient au loup en voyant qu'un crime sanglant leur était indirectement at-

tribué, tandis que des compagnons moins éloignés des activités de Ramón commentaient de leur côté à se méfier de lui.

A partir de cette année-là, Ramón coupa définitivement tous les ponts avec l'Organisation et se limita à ne fréquenter que ses compagnons et amis les plus proches. Désormais aussi recherché en France, il vivra en clandestinité des deux côtés des Pyrénées. Lâché par l'Organisation à laquelle il avait tant donné depuis ses plus jeunes années, il ne cessa pas pour autant ses activités et ses incursions « explosives » en Espagne ; il les menait juste plus souvent de façon solitaire.



A partir de 1953, les instances dirigeantes de la CNT et de la FAI en exil considéraient de toute façon la poursuite des activités de guérilla comme nuisibles. Sabaté en fit à son tour l'amère expérience, et prit beaucoup de distance jusqu'à couper les ponts avec l'Organisation de la rue du Belfort à Toulouse (il créera en 1955 les *Grupos Anarco-Sindicalistas* (GAS), qui publièrent leur propre organe, *El Combate*). Quant à Massana, un bon ami de Ramón, il s'était retiré de la lutte en 1951 suite à des problèmes avec la direction du mouvement libertaire et un incident avec la douane française à Couflens (Ariège) l'année précédente. C'est à lui que les dirigeants de Toulouse confient alors la mission... d'aller parler à Ramón pour le convaincre d'arrêter ses propres activités. C'était bien sûr le seul envoyé que Ramón acceptait de recevoir, mais cela ne changea rien à sa réponse de refuser de déposer les armes. Si ses activités subversives furent nécessairement plus réduites et plus solitaires, ce n'est pas pour autant qu'elles se turent. Chaque été depuis sa rupture, comme lors des beaux mois explosifs de juillet et août 1951 et 1953, Ramón part ainsi systématiquement faire un tour en Espagne pour y accomplir plusieurs sabotages. Jusqu'en 1960, il

existe très peu de documentation sur ces derniers, et seulement quelques traces par la suite.

En cette fin des années 50, tous ceux qui continuent doivent de toute façon encaisser des coups très durs. Il y a beaucoup d'arrestations, beaucoup de morts parmi ces compagnons, mais aussi parmi leurs soutiens et complices. En 1957, c'est par exemple Facerías qui trouve la mort à Barcelone après un affrontement avec la *Guardia Civil* ; trois ans plus tard, en 1960, c'est Sabaté qui meurt les armes à la main à San Celoni. Un an plus tard, la voix de la dynamite de Ramón clame cependant haut et fort que rien n'est fini, et pas seulement sous le soleil estival : en février 1961, plusieurs pylônes sont abattus à Rajadell, près de Manresa. Quelques jours plus tard, c'est un autre pylône qui saute à Pla de Vilamajor. Puis Ramón retourne côté français, toujours en clandestinité.

C'est aussi en 1961 que les deux grandes scissions du Mouvement Libertaire en Exil se réunifient. A l'occasion de ce grand congrès tenu en septembre, il sera même décidé de relancer la lutte clandestine en Espagne. Conformément aux habitudes de la CNT, c'est un organisme sous contrôle du secrétariat général qui sera monté : la *Defensa Interior* (DI). Chaque tendance y parachutera ses adeptes, certains de bonne foi, d'autres plutôt motivés par leur angoisse de contrôle sur les possibles activités de cet organisme de lutte clandestine. Malgré quelques actions, l'activité de *Defensa Interior* sera quasi nulle, surtout à cause d'un manque de soutien qui ira jusqu'au sabotage de la part de l'organisation-mère. Les grandes résolutions prises lors du congrès de réunification sont restées lettre morte et *Defensa Interior* sera démantelée lors du congrès de 1965. Toujours en lien avec différents échelons du Mouvement Libertaire qui restaient favorables à l'action directe,

ceux qui voulaient vraiment enfin relancer la lutte clandestine finiront par s'autonomiser encore une année plus tard, afin de se débarrasser du contrôle organique et de gagner une autonomie opérationnelle (ce qui donnera notamment le *Grupo Primo de Mayo* en 1966, mais c'est une autre histoire).

Quoi qu'il en soit, en 1961, Ramón savait déjà de son côté par expérience ce que valaient les belles proclamations émanant du « *bordel de la rue de Belfort* », et continuera le combat sans rien attendre de lui et en ne lui devant plus rien.

L'année suivante, le 5 ou 6 juillet 1962, il traverse à nouveau la frontière en partant de Prades, dans les Pyrénées-Orientales, cette fois en compagnie de Pedro Antonio Sánchez Martínez. Ils transportent des armes et des explosifs et descendent en direction de Bages. Vers Fonollosa, ils posent des charges de dynamite (fabriquée par la *Société Nouvelle Française* en mai de cette année-là) au pied de trois pylônes de lignes à haute-tension. Ils y laisseront aussi un drapeau de la CNT. C'était le 24 juillet 1962, et leurs sabotages provoqueront la coupure totale de courant entre les villes industrielles de Manresa et de Sabadell. Les deux anarchistes repartent ensuite en direction de la frontière française, mais la *Guardia Civil* est en alerte maximale. Après un premier accrochage avec elle, ils décident de se séparer. Pedro Martínez, le dernier accompagnant de Ramón, est arrêté quelques jours plus tard suite à une nouvelle fusillade puis condamné à 30 ans de prison en octobre. De son côté, Ramón aura lui aussi un problème pour traverser la frontière : il tombe sur une patrouille de gendarmes français et ouvre le feu près de Prada de Conflent pour semer ses poursuivants.

L'été suivant, en 1963, c'est seul et désormais âgé de 55 ans que Ramón part en di-

rection de sa zone d'opérations favorite : la région de Bages. Le 2 août 1963, il choisit trois nouveaux pylônes aux alentours de Rajadell (Manresa), près de la voie ferrée. Il scie deux pieds de chaque pylône avant de poser avec soin les charges explosives et les mèches lentes. À minuit, les pylônes se plient sous la force des explosions, le courant est coupé. La *Guardia Civil* quadrille alors la zone en mobilisant près de 400 hommes tout en se basant sur un plan pré-établi suite aux sabotages antérieurs (possibles passages, position de la lune, horaires, jours,...). Le 7 août 1963, un caporal et deux *Guardia Civil* de Manresa sont en embuscade près de Castellnou del Bages. C'est là que quelques minutes après minuit, les policiers ouvrent le feu sur un individu qui avance prudemment à la lumière de la lune. Grièvement blessé, l'homme tombe à terre. Les policiers s'approchent, inspectent les blessures provoquées par les deux impacts de balle. Plutôt que de le soigner, ils le laissent mourir d'hémorragie. Son agonie durera jusqu'à 6h du matin. Son nom était Ramón Vila Capdevila, l'impressionnable *Caraquemada*.

On pourrait presque dire que Ramón portait toute sa maison sur son dos. On trouvera sur lui 5779 pesetas et 100 francs, un sac à dos, quatre boîtes en plastique, une boîte de café soluble, une radio portable, un cahier d'exercices de mathématiques, un briquet, un pistolet Parabellum 9mm spécial avec un chargeur supplémentaire et 41 balles, un pistolet calibre .45 avec 37 balles et trois chargeurs, une grenade, un rouleau de mèche lente, des rouleaux de scotch isolant, un trousseau de clés, plusieurs scies à métaux, des lames pour se raser, un imperméable et un sac de couchage. Ramón est enterré là-bas, à Castellnou del Bages.

Si la presse franquiste a crié victoire, de l'autre côté des Pyrénées, le Mouvement Libertaire en Exil (espagnol) a conservé un silence injustifiable. De la même façon que lorsque d'autres guérilleros anarchistes comme Sabaté ont trouvé la mort, pas une seule voix ne s'est élevée pour prendre la défense de *Caraquemada*, rappeler sa lutte et son parcours, ou pour lancer un défi aux autorités franquistes. Pas une seule. Il n'y a que dans un journal du mouvement français, *Le Combat Syndicaliste*, qu'apparaîtra une nécrologie de *Caraquemada* le 22 août 1963. Comme l'a dit Antonio Telléz : si c'est bien le franquisme qui a tué *Caraquemada*, ce fut le Mouvement Libertaire en Exil espagnol qui l'a l'enterré.

•••

* Précisons aussi qu'en cette année 1951-1952 Ramón se trouvait un peu plus isolé, puisque Facerias était parti en Italie et que l'État français prit des mesures restrictives contre les activités anarchistes clandestines afin d'aider le régime franquiste. Francisco Sabaté *Quico* fut par exemple assigné à résidence à Dijon entre 1951 et 1955 (année où il reprit le combat), tandis que Marcelino Massana fut arrêté à Toulouse par la DST en février 1951, le gouvernement franquiste ayant demandé son extradition. Si cette dernière fut refusée, Massana fut tout de même assigné à résidence dans un petit village des Deux-Sèvres puis à Leucamp (Cantal) jusqu'en 1956. Il ne reprit par la suite pas ses activités antérieures.

